Perspectives économiques mondiales 2009

Prévisions actualisées

30 mars 2009

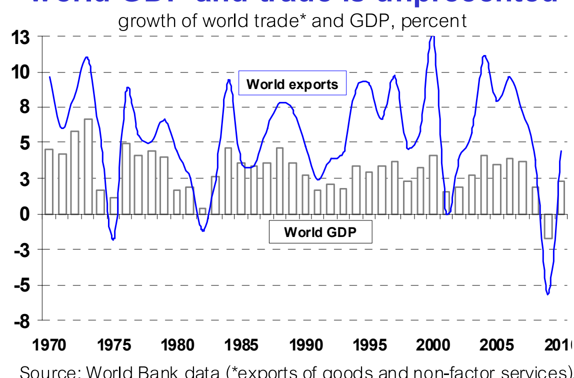
Banque mondiale
Groupe des perspectives de développement (DEC), Banque mondiale

Contexte général

La dynamique qui s'est enclenchée il y a six mois avec la réduction massive de l'effet de levier sur les marchés financiers s'est transformée en l'une des contractions les plus fortes de l'économie mondiale dans l'histoire moderne. Le rapatriement par les investisseurs de leurs actifs étrangers et le resserrement des conditions de crédit ont contraint les entreprises du monde entier à diminuer leur production et à différer leurs plans d'équipement. Confrontés à la dévalorisation sans précédent de leur patrimoine et à la détérioration rapide du marché du travail, les consommateurs ont réduit leurs dépenses, en particulier leurs achats de biens durables.

La mise à jour des prévisions du rapport sur les Perspectives économiques mondiales publié par la Banque en décembre 2008 reflète la détérioration rapide des conditions économiques et financières et le caractère de plus en plus négatif des liens d'interdépendance qui unissent des économies vacillantes et des systèmes financiers fragilisés, autant de dimensions qui sont au premier rang des préoccupations de la quasi totalité des pays depuis la fin de 2008.

- On s'attend à une contraction de 1,7 % PIB mondial en 2009, ce qui constituerait le plus fort recul jamais enregistré de la production globale (tableau 1.a et figures 1.a et 1.b). Ce chiffre marque une détérioration importante de 2,6 points par rapport aux prévisions antérieures des Perspectives économiques mondiales.
- Les pays à revenu élevé sont en pleine récession cette année et devraient accuser un repli de 3 % pour les pays de l'OCDE et de 2 % pour les autres.
- Le PIB des pays en développement, qui avait progressé de 5,8 % en 2008, devrait augmenter à un rythme plus lent de 2,1 % (alors que les prévisions antérieures tablaient sur une croissance de 4,4 %). Deux régions en développement, l'Europe et l'Asie centrale et l'Amérique latine et les Caraïbes, devraient voir leur PIB reculer cette année.
- Les échanges mondiaux de biens et de services devraient chuter de 6,1 % en volume en 2009, et dans une proportion beaucoup plus importante pour les produits manufacturés.
- D'après les nouvelles prévisions, les prix du pétrole resteront de plus de 50 % inférieurs aux niveaux atteints en 2008, soit 47 dollars le baril en moyenne pour 2009, tandis que les prix des autres produits de base resteront déprimés de plus de 30 %.



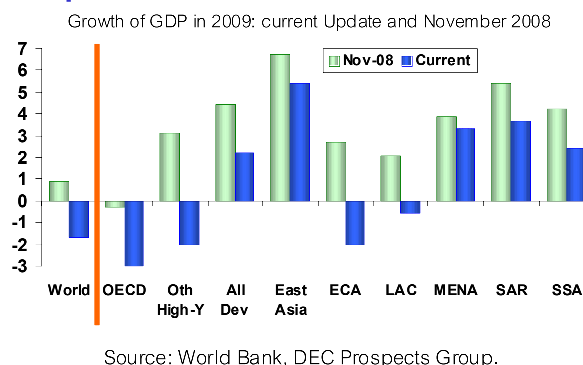


Figure 1.a: The 2009 downturn in world GDP and trade is unprecedented	Figure 1.a : Le recul du PIB et des échanges mondiaux en 2009 est sans précédent
growth of world trade* and GDP, percent	Croissance du PIB et des échanges mondiaux*, en pourcentage
World exports	Exportations mondiales
World GDP	PIB mondial
Source: World Bank data (*exports of goods and non-factor services)	Source : Données de la Banque mondiale (*exportations de biens et services non facteurs)

Figure 1.b: Global growth cut by 2.6 points vs. November-08 forecasts	Figure 1.b : La croissance mondiale recule de 2,6 points par rapport aux prévisions de novembre 08
Growth of GDP in 2009: current Update and November 2008	Croissance du PIB en 2009 : prévisions actualisées et pour nov. 2008
Nov-08	Nov. 08
Current	Actualisées
World	Monde
OECD	OCDE
Oth High-Y	Autres rev. élevé
All Dev	Tous dév.
ECA	ECA
LAC	LAC
MENA	MENA
SAR	SAR
SSA	SSA
Source: World Bank, DEC Prospects Group.	Source : Banque mondiale, Groupe des perspectives de développement, DEC.

Les pays à revenu élevé sont en pleine récession

Le caractère mondial de la récession a eu un impact majeur sur la performance économique des pays à revenu élevé. Jusqu'au milieu de 2008, le fléchissement de la

demande intérieure dans les pays de l'OCDE a été en partie compensée par la poursuite à un rythme soutenu de l'accroissement des exportations de biens d'équipement et de produits de haute technicité nécessaires aux investissements qui alimentaient la croissance rapide des pays en développement. La dynamique s'est maintenant inversée, et l'effondrement des exportations fortement génératrices de revenu vient aggraver le ralentissement de la demande intérieure dans les pays à revenu élevé. L'imbrication étroite à l'échelle mondiale des échanges de produits manufacturés et des dépenses d'équipement sous-tendant l'activité économique s'est transformée en un véritable cercle vicieux.

Les économies spécialisées dans la production de biens d'équipement—notamment l'Allemagne, les États-Unis, le Japon et Taiwan (Chine)—ont été durement touchées par la contraction des dépenses d'investissement. Le repli a été particulièrement marqué en Asie. Au Japon, par exemple, les exportations de marchandises ont diminué de 40 % en volume en janvier par rapport à l'année précédente. Le recul a été de 30 % à Taiwan (China) et de 25 % à Singapour. La chute de la production industrielle est d'une ampleur similaire dans tous ces pays. Logiquement, le PIB du Japon a reculé de 12,1 % en rythme annuel (corrigé des variations saisonnières) au quatrième trimestre de 2008, de 21 % en Corée et de 25 % à Taiwan (Chine).

Les nouvelles prévisions de croissance pour 2009 intègrent ces effets immédiats. On anticipe maintenant une contraction de 5,3 % de l'économie japonaise (un chiffre en baisse de 5,2 points par rapport à novembre), le double environ du déclin attendu en Europe et aux États-Unis. Dans tous les pays à revenu élevé, le PIB devrait reculer de 2,9 % en 2009—alors que les Perspectives économiques mondiales tablaient sur un repli moins marqué de 2,8 points de pourcentage (tableau 1.a et figure 1.b).

Les pays en développement sont frappés de plein fouet par la crise financière

Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, pris collectivement, on s'attend à ce que l'activité économique décélère au même rythme que dans les pays à revenu élevé. La croissance des pays en développement devrait tomber de 5,8 % en 2008 à 2,1 % en 2009, soit un recul de 3,7 points de pourcentage, similaire à celui accusé par les pays à revenu élevé. La synchronicité des deux phénomènes ne saurait s'expliquer uniquement par des liens commerciaux, mais illustre bien le fait que la crise financière a eu un impact direct sur l'économie domestique des pays en développement. Le reflux des capitaux extérieurs, l'effondrement des marchés boursiers et la détérioration générale des conditions de financement ont porté un coup d'arrêt à l'accroissement des investissements dans les pays en développement et ont fortement réduit les montants investis dans nombre d'entre eux.

Tableau 1.a Croissance mondiale : prévisions et comparaison avec nov-08

(variation en pourcentage par rapport à l'année précédente)

	Prévisions actualisées			*Prévisions nov- 2008*		*Écart*	
	2008	**2009**	**2010**	**2009**	**2010**	**2009**	**2010**
Croissance du PIB réel							
Ensemble du monde[a]	**1,9**	**-1,7**	**2,3**	**0,9**	**3,0**	**-2,6**	**-0,7**
Monde (pondéréePPA)[b]	3,1	-0,6	2,9	1,9	3,9	-2,5	-1,0
Pays à revenu élevé	**0,8**	**-2,9**	**1,6**	**-0,1**	**2,0**	**-2,8**	**-0,4**

Membres OCDE	0,7	-3,0	1,5	-0,3	1,9	-2,7	-0,3
Zone euro	0,7	-2,7	0,9	-0,6	1,6	-2,1	-0,7
Japon	-0,7	-5,3	1,5	-0,1	1,5	-5,2	0,0
États-Unis	1,1	-2,4	2,0	-0,5	2,0	-1,9	0,0
Non membres OCDE	2,8	-2,0	2,9	3,1	5,3	-5,1	-2,4
Pays en développement	**5,8**	**2,1**	**4,4**	**4,4**	**6,0**	**-2,3**	**-1,6**
Asie de l'Est et Pacifique	8,0	5,3	6,6	6,7	7,8	-1,4	-1,2
Chine	9,0	6,5	7,5	7,5	8,5	-1,0	-1,0
Indonésie	6,1	3,4	5,4	4,4	6,0	-1,0	-0,6
Thaïlande	2,7	-2,0	1,7	3,6	5,0	-5,6	-3,3
Eur. et Asie centrale	4,2	-2,0	1,5	2,7	5,0	-4,8	-3,5
Russie	5,6	-4,5	0,0	3,0	5,0	-7,5	-5,0
Turquie	1,5	-2,0	1,5	1,7	4,9	-3,7	-3,4
Pologne	4,8	0,5	2,8	4,0	4,7	-3,5	-1,9
Amér. latine et Caraïbes	4,3	-0,6	2,2	2,1	4,0	-2,8	-1,9
Brésil	5,1	0,5	3,2	2,8	4,6	-2,3	-1,4
Mexique	1,4	-2,0	1,8	1,1	3,1	-3,1	-1,3
Argentine	6,8	-1,8	1,9	1,5	4,0	-3,3	-2,1
Moyen-Orient / Afrique N	5,5	3,3	4,3	3,9	5,2	-0,6	-0,9
Égypte	7,2	4,0	4,8	4,5	6,0	-0,5	-1,2
Iran	5,2	3,0	4,0	3,5	4,2	-0,5	-0,2
Algérie	3,2	2,2	3,5	3,8	5,4	-1,6	-1,9
Asie du Sud[c]	5,6	3,7	6,2	5,4	7,2	-1,7	-1,0
Inde	5,5	4,0	7,0	5,8	7,7	-1,8	-0,7
Pakistan	5,8	1,0	2,5	3,0	4,5	-2,0	-2,0
Bangladesh	6,2	4,5	4,0	5,7	6,2	-1,2	-2,2
Afrique subsaharienne	4,9	2,4	4,1	4,2	5,5	-1,8	-1,4
Afrique du Sud	3,1	1,0	3,1	2,2	4,1	-1,2	-1,0
Nigéria	6,1	2,9	4,2	5,8	6,2	-2,9	-2,0
Kenya	2,4	2,0	3,4	3,7	5,9	-1,7	-2,5
Pour mémoire :							
Pays en développement hors Chine et Inde	4,6	0,0	2,67	2,9	4,7	-2,9	-2,1

Source : Banque mondiale. Notes : a. PIB en dollars constants 2000, prix et taux de change 2000. b. PIB pondéré en PPA 2000. c. Afin de simplifier la présentation par pays et par région, les chiffres du PIB pour l'Asie du Sud se rapportent à l'année civile. Les données initialement déclarées par le Bangladesh, l'Inde et le Pakistan se rapportent à l'exercice budgétaire.

- La région *Europe et Asie centrale* (ECA) est celle qui a été le plus durement touchée par les récents événements. Le PIB régional devrait reculer de 2 % en 2009, alors qu'il avait augmenté de 4,2 % en 2008 (figure 1.b). La révision en baisse par rapport aux prévisions établies par la Banque en décembre dernier est de 4,8 points de pourcentage, soit l'écart le plus important de toutes les régions en développement. Plusieurs pays d'Europe centrale et d'Europe orientale, qui avaient attiré les capitaux étrangers pour financer des prêts domestiques, sont tout particulièrement pénalisés ; les pays exportateurs de pétrole sont aux prises avec des difficultés de financement grandissantes, et le rouble russe est sous pression. La crise financière mondiale a frappé de nombreux pays qui affichaient un déficit courant de plus de 10 % du PIB, ce qui les rendait particulièrement vulnérables à un reflux des capitaux. Contracter de nouveaux emprunts extérieurs devient problématique, et même le refinancement de la dette existante devient difficile. Sans une aide internationale de large envergure, plusieurs économies de la région pourraient se contracter davantage que prévu. Le processus d'ajustement est particulièrement ardu, car les exportations vers les pays de

la zone euro ralentissent et les rapatriements de fonds en provenance de l'Union européenne et de Russie vers les petits pays de la CEI diminuent.

- C'est la région *Amérique latine et Caraïbes* (LAC) qui connaîtra la deuxième contraction la plus forte du PIB en 2009, lequel reculera de 0,6 %, alors qu'il avait progressé de 4,3 % en 2008. Les taux de croissance varieront sans doute d'un pays à l'autre, mais un ensemble de facteurs pointent vers un repli global du PIB régional. Certains pays sont étroitement liés au système financier des États-Unis, et de nombreuses entreprises ont immédiatement ressenti l'impact du resserrement du crédit. Les termes de l'échange des pays exportateurs de produits de base chuteront, entraînant la détérioration des comptes budgétaires pour ceux d'entre eux qui n'avaient pas constitué de réserves suffisantes lors de la flambée des prix des produits de base et qui avaient au contraire laissé ces apports entraîner une surchauffe de l'économie. Les pays qui entretiennent des liens étroits avec les États-Unis, notamment dans le domaine du commerce (plus particulièrement le Mexique), souffriront également du déclin de la production dans l'automobile et d'autres secteurs manufacturiers, et les remises de fonds des travailleurs étrangers dans le secteur du bâtiment et les secteurs connexes aux États-Unis seront en recul cette année.

- C'est la région *Asie de l'Est et Pacifique* (EAP) qui sera sans doute le plus pénalisée par la baisse des investissements et des échanges mondiaux entraînant la chute de la production industrielle et des dépenses d'équipement. Les investissements ont représenté 36,3 % du PIB régional en 2008, contre 26,5 % pour l'ensemble des pays en développement hors EAP, et les effets sur la croissance régionale d'une diminution des dépenses d'équipement seront proportionnellement plus importants. Les exportations régionales qui avaient augmenté de 15 et 10 % en 2007 et 2008 respectivement reculeront de 1 % en 2009. Cela étant, et compte tenu du fléchissement de l'activité en Chine (6,5 %) et de l'entrée en récession de plusieurs pays membres de l'ANASE, y compris la Thaïlande, le PIB devrait progresser à un rythme plus faible (5,3 %) en 2009.

- Les perspectives de croissance de l'*Asie du Sud* (SAR) ont été revues en baisse, à 3,7 % pour 2009 contre 5,4 % d'après les prévisions initiales—ce qui marque une décélération par rapport au taux de 5,6 % enregistré en 2008. Bien que la chute des prix du pétrole ait fait évoluer les termes de l'échange dans un sens favorable à la région, le recul de la demande d'exportations (y compris dans le cadre des échanges croissants entre l'Inde et la Chine), ainsi que le ralentissement des exportations de services des centres indiens de haute technicité dû au tarissement des dépenses d'équipement, pénalise fortement l'activité. On s'attend à une diminution des envois de fonds des travailleurs émigrés en raison de la crise qui sévit dans les pays d'accueil, fût-ce avec un certain décalage. Les apports de capitaux ont diminué, ce qui explique en partie le ralentissement des investissements, en particulier en Inde. Les pays qui affichent des déficits budgétaires déjà très élevés pourraient avoir du mal à débloquer des ressources pour soutenir des économies en perte de vitesse.

- De toutes les régions en développement, c'est la région *Moyen-Orient et Afrique du Nord* (MENA) qui tire semble-t-il le mieux son épingle du jeu, en affichant pour 2009 une croissance de seulement 0,3 point inférieure au taux de 3,3 % initialement prévu. Si l'on considère toutefois la robuste performance de l'année précédente, les résultats sont en net repli : en effet, la région a connu en 2008 une expansion de 5,5 % alimentée en partie par les recettes pétrolières et le dynamisme de certains pays, notamment l'Égypte et le Maroc. Le PIB des pays exportateurs de pétrole ne devrait augmenter que de 2,9 % en 2009 contre 4,5 % en 2008, par suite de la baisse des recettes pétrolières et de la réduction de la production de pétrole ; dans le même temps, la croissance des pays non

exportateurs de pétrole devrait tomber à 3,6 % en 2009 contre 6,5 % l'année précédente, par suite de la récession dans les pays de l'UE, du recul du tourisme et de la diminution des remises de fonds des travailleurs à l'étranger.

- En *Afrique subsaharienne* (SSA), la croissance du PIB en 2009 devrait être amputée de moitié par rapport à la solide performance enregistrée en 2008 (4,9 %), soit un rythme inférieur de 1,8 point aux prévisions antérieures. La chute spectaculaire des prix des produits de base sera lourde de conséquences pour tous les pays de la région, et les pays exportateurs de pétrole verront leur activité tomber à 3,3 % contre 6,8 % en 2008. Dans le même temps, la demande et les prix internationaux des produits de base continueront de baisser en 2009, ce qui déprimera l'activité des économies qui en dépendent. En Afrique du Sud, le PIB devrait ressortir à 1 %, compte tenu de l'importance des exportations pour la croissance et du recul de la consommation privée.

La crise actuelle est lourde de conséquences.

Les effets de la récession actuelle, qui se propagent dans l'économie mondiale, vont bien au-delà d'une contraction majeure du PIB, de la production et des échanges. Les prix des produits de base ont baissé de moitié, entraînant une détérioration importante des termes de l'échange et des soldes courants et un net ralentissement de l'inflation domestique dans tous les pays. Les budgets sont soumis à des tensions rapidement grandissantes, même dans les États en position excédentaire au début de la crise. Et de nombreux pays commencent à accuser d'importants déficits de financement sur leur balance des paiements, qui risquent de plus en plus de nécessiter une aide publique d'envergure si l'on veut éviter des corrections brutales du marché.

L'envolée des *prix des produits de base* qui a commencé en 2003 a pris fin en juillet 2008. Plusieurs facteurs, et pas seulement la vigueur de la demande, ont contribué à cette flambée des prix, notamment la faiblesse du dollar, le bas niveau des investissements dans les industries extractives avant l'envolée des cours, les perturbations de l'offre, le recours aux produits de base pour produire des biocarburants, l'activité des fonds d'investissement, et (au cours de 2008) les politiques publiques visant à taxer les exportations et à interdire l'exportation de plusieurs produits alimentaires. Nombre de ces facteurs ont disparu au milieu de 2008, lorsque l'activité économique a commencé à ralentir et que les retombées de la crise financière ont entraîné une chute massive des prix des produits de base dans tous les secteurs.

En décembre 2008, le prix du brut était tombé à 41 dollars le baril—soit une baisse de près de 70 % par rapport aux sommets atteints en juillet—tandis que les prix des produits non énergétiques avaient chuté de près de 40 %. Pour la plupart des produits de base, la demande a ralenti ou reculé—y compris la demande d'importations en Chine—s'agissant en particulier du pétrole et des métaux. Dans ces conditions, le prix du pétrole bru s'établirait selon les projections actuelles à près de 47 dollars le baril en moyenne en 2009, soit quelque 27 dollars en dessous du niveau annoncé dans les prévisions antérieures, et les prix des produits de base non pétroliers chuteraient de 32 %. Comme la plupart de ces baisses se sont déjà matérialisées, le reste de 2009 devrait être caractérisé par des prix qui fluctueront peu dans l'ensemble, mais qui auront néanmoins tendance à rester très volatils. Comme la demande ne devrait pas véritablement redémarrer avant 2010 au plus tôt, les prix devraient rester bas, compte

tenu notamment des capacités inutilisées dans les secteurs des métaux et du pétrole qui pourraient être réactivées et des capacités disponibles dans le secteur agricole.

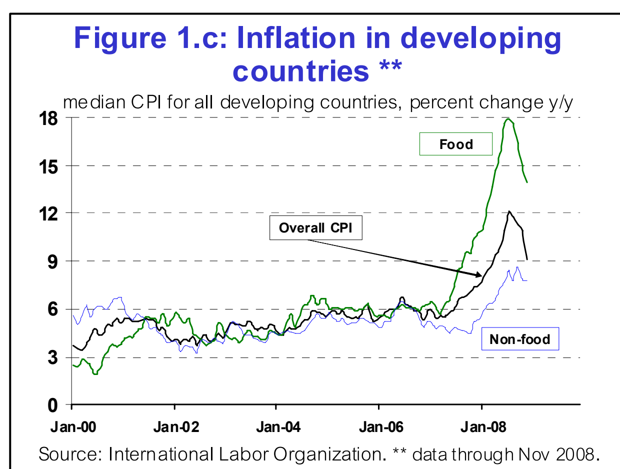


Figure 1.c: Inflation in developing countries**	Figure 1.c : Inflation dans les pays en développement**
median CPI for all developing countries, percent change/y	IPC médian pour l'ensemble des pays en développement, variation en % y/y
Overall CPI	IPC global
Food	Alimentaire
Non-food	Non alimentaire
Jan-00	Janv. 00
Jan-02	Janv. 02
Jan-04	Janv. 04
Jan-06	Janv. 06
Jan-08	Janv. 08
Source: International Labor Organization. **data through Nov 2008.	Source : Organisation internationale du travail. **jusqu'en nov. 08.

Dans les pays du G-7 et les économies en développement, le *taux d'inflation mesuré par l'IPC* devrait diminuer sensiblement en 2009 et 2010. Pour le premier groupe de pays, ce taux serait ainsi ramené de 2,9 % en 2008 à 0,4 %, la baisse des prix des produits de base, la faiblesse de la demande et la hausse continue du chômage faisant barrage aux pressions sur les prix. L'injection soutenue de liquidités dans les économies par le biais de programmes de relance et de mesures de soutien financier devrait apaiser les craintes de déflation des banques centrales. Pour les pays en développement, on estime que la valeur médiane du déflateur de la consommation des particuliers tombera de 8,5 % en 2007-08 à 5 % à l'horizon 2010 (figure 1.c). Même dans l'hypothèse d'une chute provisoire des prix dans certains pays en développement, le risque de déflation généralisée demeure faible : le recul des prix des produits de base est en effet considéré comme un phénomène ponctuel, et suite à la flambée des prix alimentaires en 2008, l'inflation de base évoluait jusque récemment à la hausse. En

outre, de nombreux pays pourraient voir leur monnaie s'affaiblir davantage, ce qui atténuerait les pressions déflationnistes.

Compte tenu de la diminution des recettes fiscales (résultant pour beaucoup des échanges internationaux et de l'effondrement des secteurs manufacturiers), de l'envolée du coût des emprunts et du montant croissant des transferts nécessaires pour préserver les filets de protection sociale, tous les pays en développement courent désormais le risque de voir leur *soldes budgétaires* se dégrader fortement. Les plans de relance et autres mesures destinés à atténuer les pressions qui s'exercent de plus en plus sur le secteur privé ne peuvent qu'exacerber davantage les difficultés budgétaires dans les années à venir. C'est dans les pays en développement d'Europe et d'Asie centrale où les échanges et la production sont en net repli, le secteur privé est très vulnérable, et les filets de protection sociale sont de large envergure que les déficits de financement risquent d'être les plus importants (figure 1.d).

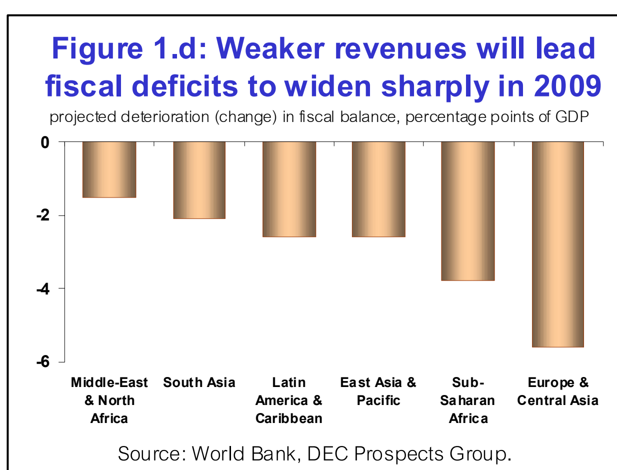


Figure 1.d: Weaker revenues will lead fiscal deficits to widen sharply in 2009	Figure 1.d : La diminution des recettes entraînera une nette aggravation des déficits budgétaires en 2009
Projected deterioration (change) in fiscal balance, percentage points of GDP	Détérioration (variation) attendue du solde budgétaire, en points de pourcentage du PIB
Middle-East & North Africa	Moyen-Orient et Afrique du Nord
South Asia	Asie du Sud
Latin America & Caribbean	Amérique latine et Caraïbes
East Asia & Pacific	Asie de l'Est et Pacifique
Sub-Saharan Africa	Afrique subsaharienne
Europe & Central Asia	Europe et Asie centrale
Source: World Bank, DEC Prospects Group.	Source : Banque mondiale, Groupe des perspectives de développement, DEC.

Les *besoins de financement extérieur* des pays en développement considérés dans leur ensemble augmenteront pour atteindre probablement 1 300 milliards de dollars en 2009, y compris les déficits courants (330 milliards) et les remboursements au titre du principal de la dette privée exigible (970 milliards). Avec le reflux des capitaux extérieurs, les besoins de financement non couverts seraient de l'ordre de 270 à

700 milliards de dollars, ce montant variant selon les risques de refinancement et l'ampleur de la fuite des capitaux (figure 1.e). Les déficits de financement les plus importants sont observés en Europe en Asie centrale, en Amérique latine et en Afrique subsaharienne. Si l'on en croit les prévisions actuelles, 66 des 109 pays développement seront confrontés à des déficits de financement, dont le montant sera le plus souvent trop élevé pour être financé uniquement par des prélèvements sur les réserves. Tout porte à croire qu'en l'absence d'une aide internationale suffisante, certains pays pourraient être condamnés à voir leur balance courante plonger dans le rouge, ce qui aurait pour effet de déprimer encore davantage la demande intérieure et les importations.

Une modeste reprise en 2010 est possible, mais très incertaine

La « forme » que pourrait prendre la reprise au sortir de la crise actuelle continue de faire débat. Il ne fait guère de doute que les perspectives pour 2010 en particulier sont des plus incertaines et que le redémarrage de l'activité économique dépendra de l'éventail des mesures qui seront prises par les pouvoirs publics, ainsi que d'autres variables. À mesure que la chute des investissements se ralentira et que le retard pris dans les achats de biens durables commencera à être comblé, le cycle de l'investissement mondial pourrait devenir suffisamment porteur pour ramener la croissance mondiale sur une trajectoire positive d'ici à 2010. Couplée aux mesures de relance monétaire et budgétaire, cette dynamique pourrait engendrer la modeste reprise mondiale envisagée dans le scénario de référence présenté ici.

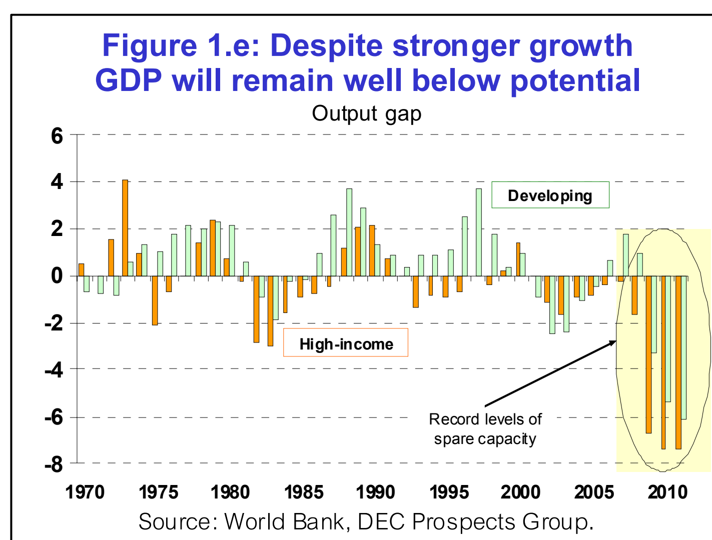


Figure 1.e: Despite stronger growth GDP will remain well below potential	Figure 1.e : Malgré une croissance plus forte, le PIB restera bien en-dessous de son potentiel
Output gap	Écart de production
Developing	Pays en dév.
High-income	Rev. élevé
Record levels of spare capacity	Niveaux record de capacités disponibles
Source: World Bank, DEC Prospects Group.	Source : Banque mondiale, Groupe des perspectives de développement, DEC.

La persistance des problèmes bancaires ou même de nouvelles tensions sur les marchés financiers pourraient néanmoins entraîner la stagnation du PIB mondial, voire une autre année de déclin en 2010. Dans tous les cas, l'*écart de production*[1] estimé augmenterait en 2010, étant donné que (comme dans le scénario de référence) la croissance serait loin d'atteindre son niveau potentiel (figure 1.e). Par conséquent, le chômage et les déficits budgétaires continueraient de s'aggraver en 2010, dans les pays à revenu élevé comme dans les pays en développement, et les pressions déflationnistes pourraient perdurer une bonne partie de l'année.

[1] L'écart de production renvoie ici à la différence entre le PIB effectif et le PIB en situation de plein emploi (potentiel) exprimée en pourcentage du PIB potentiel.